

Zeitschrift: Domaine public
Herausgeber: Domaine public
Band: - (1979)
Heft: 509

Artikel: Les moyens de la libre expression
Autor: [s.n.]
DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1016587>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. [Siehe Rechtliche Hinweise.](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. [Voir Informations légales.](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. [See Legal notice.](#)

Download PDF: 30.03.2025

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

te donc encore un espace déjà très découpé par la nature. La baisse démographique creuse les effectifs, encore que la Suisse demeure le pays le plus saturé de troupes: quinze soldats au kilomètre carré en 1976, contre un en France, un et demi en Italie, deux en Allemagne fédérale.

Le plan directeur 80 efface donc les différences existant encore entre les divisions de campagne et les "divisions-frontière", puis-que le combat sera le même jusqu'aux Alpes. Il augmente par exemple l'autonomie des divisions, qu'il s'agisse de l'emploi de l'aviation (appui des troupes au sol ou couverture aérienne), il améliore la défense antichar en dotant chaque bataillon de fusiliers d'une compagnie antichar, précisément. Et enfin, ce qui nous intéresse ici, il fragmente également l'engagement des blindés. La conception 1966 estimait encore que le nombre de chars à engager serait dicté par la situation, et notamment la situation aérienne. Des déploiements relativement "épais" étaient donc envisagés.

Aujourd'hui le char semble bien davantage appuyer l'infanterie, par petits "paquets", et pour autant que l'aviation la permette — ce qui n'est pas évident comme on le sait —. Ne revient-on pas ainsi, par petites touches, mais dans un tout autre contexte il est vrai, à la conception française de l'engagement des blindés en 1939? Celle que dénonçait de Gaulle, et qu'ont fait voler en éclats, en mai 1940, les Panzerdivisionen allemandes. Cette question est évidemment purement académique et n'a d'intérêt qu'au regard de l'histoire militaire...

Le plan directeur 80 parle même de guérilla. Pour le temps de l'occupation et sans préciser les modalités de préparation de cette forme de combat.

Sans le dire clairement, on dresse bien dans ce document une image de la guerre future, celle qui ne doit pas venir, dans laquelle

l'engagement des troupes se décentralise en quelque sorte, la division étant déjà une unité trop importante pour cette forme de petite guerre. L'usage éventuel d'armes nucléaires tactiques, usage rendu difficile ou risqué par le terrain en Suisse, ne peut que confirmer cette image du combat "de l'avenir".

Mais si telle est la menace probable, un char de trente à cinquante tonnes, armé d'un canon de 10,5 ou de 15 cm est-il encore une nécessité absolue? Voilà une question pour ces héroïques commissaires engagés cet été sur le terrain pour la défense de nos impôts!

L'arme antichar, surtout si elle est portable, n'est-elle pas une défense plus adaptée à une défense cloisonnée, qui s'appuie sur tous les obstacles naturels ou artificiels? Comme toute institution, l'armée est encline à préférer les compromis plutôt que les réorientations. Le plan directeur de 80 est un compromis. Mais entre des tendances dont les divergences s'accroissent.

Par exemple entre les armes sophistiquées dont rêvent — et c'est bien naturel — les professionnels de l'armée et les moyens dont nous disposons pour acheter et construire ces armes.

Entre un combat qu'on voit de plus en plus fragmenté, atomisé, dans tous les sens du terme, et l'emploi d'armes complexes, délicates, au maniement parfois centralisé par l'électronique.

Entre le temps de formation des miliciens et la technicité toujours plus grande de l'armement.

Le débat sur le char 68 ne doit donc pas se limiter aux aspects techniques de l'engin actuel. Ni même seulement aux caractéristiques du blindé 90. Il doit porter sur la conception de l'armée qui remplacera le plan-directeur 80. Et sur les moyens qui seront mis alors à disposition. Le critère ne sera ni le plaisir des stratèges, ni les places de travail.

PRESSE

Les moyens de la libre expression

Alors que la presse quotidienne d'extrême-gauche tente une percée en Allemagne fédérale avec deux titres, les publications du même bord en Italie et en France marquent le pas, pour ne pas dire plus. Phénomène exclusivement commercial? "Besoins" différents d'un pays à l'autre? Réponses divergentes à un climat politique national et journalistique spécifique? Les réponses ne sont pas évidentes.

Rappelons dans cette perspective que "Il quotidiano dei Lavoratori" a cessé de paraître en Italie et que "Rouge" (trotskiste) est redevenu (provisoirement?) hebdomadaire en France. "Libération", toujours outre-Jura, accusait un déficit relativement lourd pour 1978, mais l'équipe responsable de cette tentative de presse alternative remarquable et novatrice — au moins pour la littérature comparable en langue française — affichait tout de même un certain optimisme. On se souvient que le premier numéro de "Libération" est sorti de presse le 23 mai 1973 et que sa vente est aujourd'hui de 37.000 exemplaires (un score faible, il faut le souligner eu égard au réservoir de lecteurs et d'acheteurs potentiels).

La revue "Presse Actualité" (No. 138) tentait de faire le point de la trajectoire des quotidiens d'extrême-gauche français. Quelques données: "Rouge" a paru tous les jours de mars 1976 à février 1979. Côté maoïste, deux quotidiens, "L'Humanité rouge" (dès le 1er mai 1975) et "Le Quotidien du Peuple" (dès le 29 septembre 1975).

Conclusion de Bernard Louis dans "Presse Actualité" toujours: "Il n'y a que quelques années, l'hypothèse de l'existence de trois ou quatre quotidiens d'extrême-gauche sur Paris aurait semblé utopique. Le défi que doit relever la liberté d'expression n'est pas politique, il est économique. Tout courant d'opinion trouve un minimum d'audience. Mais trouve-t-il les moyens d'existence?"